

# ENSEIGNEMENTS GÉOGRAPHIQUES DU RECENSEMENT DE 1999 EN FRANCE

Roger Brunet \*

**RÉSUMÉ.** *Le recensement de 1999 montre une poursuite des tendances vers l'accroissement démographique de la région parisienne (élargie), des littoraux et des Midis, au dépeuplement du centre du pays, et à une rediffusion générale du peuplement, qui permet à de nombreuses communes de retrouver quelque croissance, et atténue certains contrastes; quelques nouveaux points de crise se manifestent néanmoins.*

**ABSTRACT.** *The 1999 population census shows the continuing trends of a population increase in the (extended) Paris region, on the coasts and in the South of France; the depopulation of the centre of the country; and a general rediffusion of settlement, which is allowing many municipalities to return to growth and is mitigating some contrasts. However, the census also reveals some new crisis points.*

**RESUMEN.** *El censo de 1999 ilustra el seguimiento de la tendencia al crecimiento demográfico de la gran región parisina, de los litorales y de los Sures, mientras que sigue despoblándose el centro del país. También se observa una redistribución general de la población, lo que permite, con la disminución de algunos contrastes, a numerosas comunas conocer un cierto crecimiento. Sin embargo se manifiestan algunos puntos críticos.*

• FRANCE • MÉTROPOLISATION •  
POPULATION • RECENSEMENT

• CENSUS • FRANCE • METROPOLISATION •  
POPULATION

• CENSO • FRANCIA • METROPOLISACIÓN •  
POBLACIÓN

La variation de la population entre 1982 et 1990, poursuivant et accentuant des tendances déjà sensibles lors de la précédente période intercensitaire (1975-1982), se caractérisait principalement par cinq phénomènes : 1) la croissance des régions méridionales et littorales ; 2) l'extension des foyers de peuplement parisien et rhônalpin ; 3) la poursuite du dépeuplement au centre du pays (parties du Massif central, prolongées vers le NE) ; 4) le retournement de situation d'un nombre substantiel de petites communes, passant d'une dépopulation continue à un regain, surtout entre Paris et le Sud-Ouest ; 5) la très nette structuration de l'espace par les centres locaux, qu'il s'agît de métropoles provinciales ou de simples chefs-lieux de département, voire d'arrondissement, et l'affaissement corrélatif de nombreuses bordures des départements. La cartographie détaillée des résultats officiels du recensement de 1999 confirme en partie ces tendances, et fait apparaître quelques phénomènes nouveaux.

1. *Les tendances lourdes de la redistribution de la population de la France se poursuivent.* Les agglomérations d'un certain rang, les régions méridionales et littorales, Rhône-Alpes et la région parisienne continuent à croître nettement, la partie centrale du pays à se dépeupler. Cela résulte de deux inerties : la croissance naturelle est plus forte dans ces régions dont la population est, dans l'ensemble, plus jeune (on sait que ce sont les villes qui fournissent maintenant l'essentiel des excédents de naissances) ; les « modèles migratoires », c'est-à-dire les choix majoritaires de résidence, qu'il s'agisse de retraités ou de personnes actives, restent à peu près les mêmes depuis plus de vingt ans, tant à l'échelle nationale que dans l'étalement de chacune des agglomérations. La carte de la variation 1990-1999 présente toutefois des infléchissements assez sensibles par rapport à celle de 1982-1990.

2. *La carte est un peu plus floue, un peu plus pâle.* La croissance s'est diffusée dans un plus grand nombre de

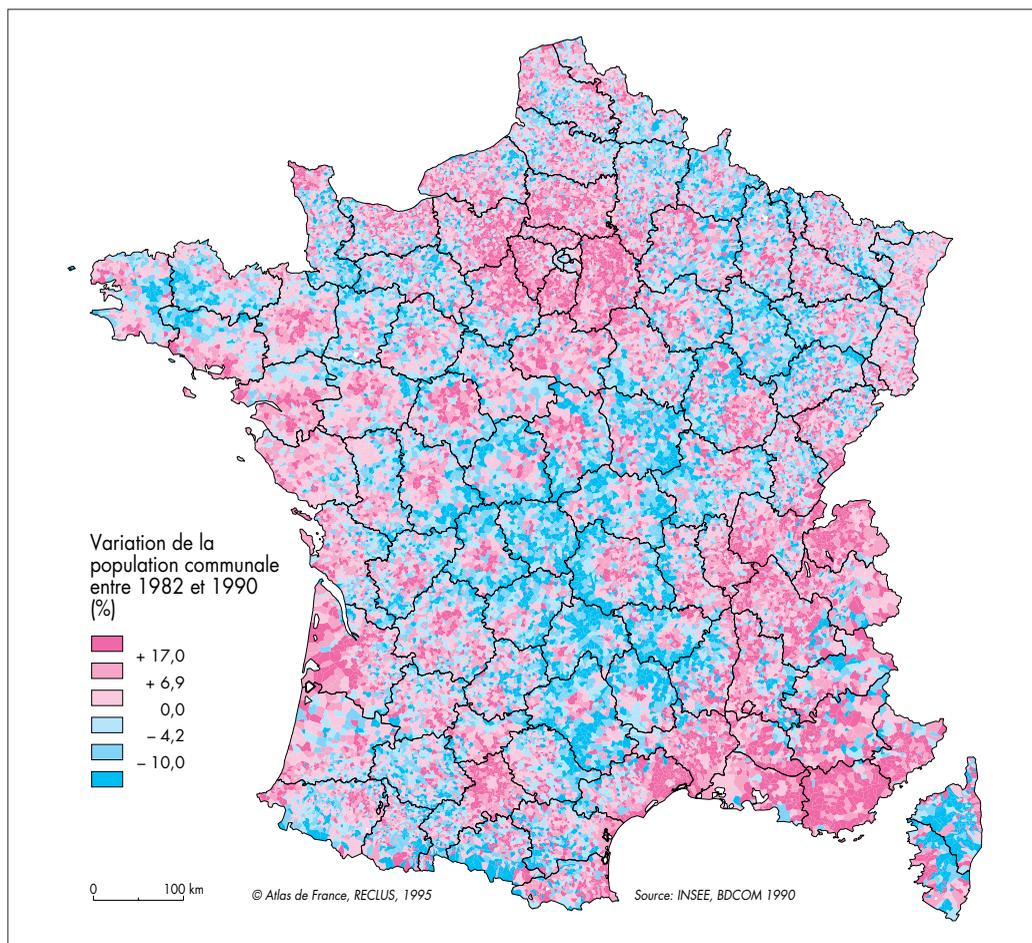
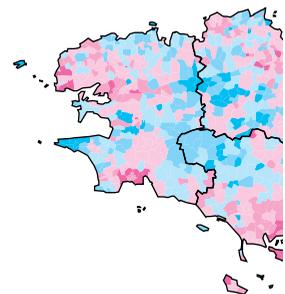
\* Brunet@mgm.fr

communes, tout en s'atténuant dans la plupart des lieux où elle était, et où elle reste, la plus sensible (1). En fait, c'est encore là une forme de prolongation de tendance : la carte de 1982 à 1990 (2) montrait déjà une tendance similaire par rapport aux variations de 1960 à 1982, ce qui nous avait fait dire à plusieurs reprises que parler de « désertification du territoire », lors des débats des années 1990, était soit une erreur au sens strict, soit une escroquerie politique (3). Le recensement de 1999 confirme cette « reconquête généralisée » du territoire, qui fait que de moins en moins de communes se dépeuplent continûment, et qui met du « bruit » sur la carte en troublant un peu partout les distributions connues.

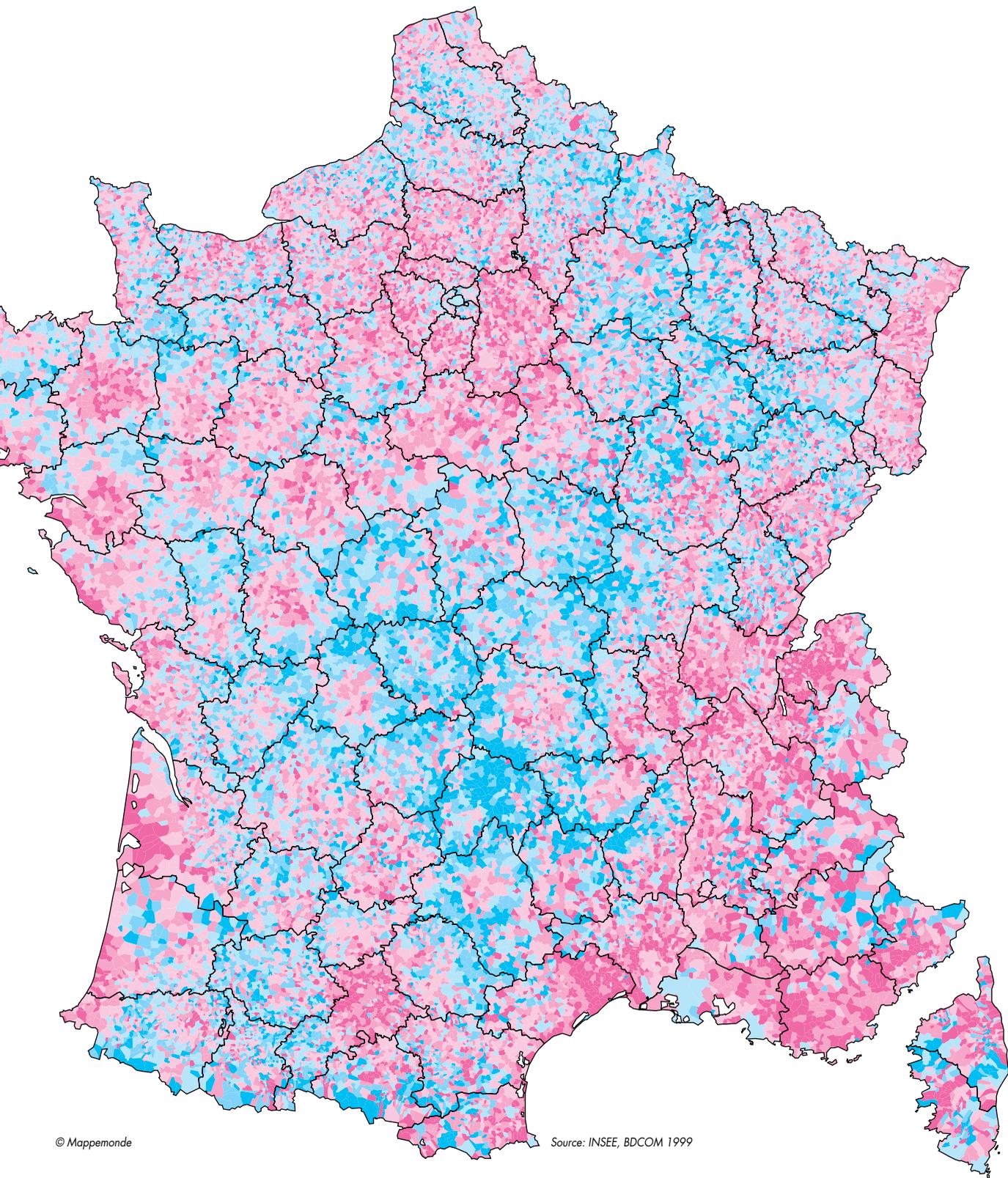
3. La vigoureuse structuration de l'espace par les villes grandes et moyennes s'est beaucoup

atténuée, tandis que la situation des périphéries départementales semble moins creuse ; on a l'impression que la distance à la ville est devenue moins décisive. Néanmoins, le phénomène semble surtout affecter les « petites villes moyennes », dont l'aire d'attraction en arrive parfois à s'effacer (cf. Arras, Lorient, Châteauroux, Pau, Agen, Périgueux), ou des villes plus peuplées mais situées au N et à l'E de Paris (Amiens, Reims, Troyes, même Dijon), alors que les plus grandes (Rennes, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Grenoble, Lyon, Strasbourg) et des préfectures régionales (Besançon, Poitiers) garnissent toujours davantage leur environnement.

4. Les attractivités sont en partie compensées. Ces deux phénomènes associés n'autorisent certes pas encore à conclure à une « banalisation » du territoire, mais montrent tout



1. Variation de la population communale de 1982 à 1990



© Mappemonde

Source: INSEE, BDCOM 1999

## 2. Variation de la population communale de 1990 à 1999

de même que certains privilèges de localisation sont moins fortement ressentis, peut-être tout simplement parce qu'ils se paient trop cher; la « rugosité » de la distance, c'est-à-dire l'inconvénient de l'éloignement, faiblirait devant l'inégalité croissante des coûts du logement (cas de la Côte d'Azur et de certaines banlieues de grandes villes).

##### 5. Quatre ensembles régionaux ont assez nettement changé de physionomie :

a) contrairement à la tendance générale, l'Alsace voit sa croissance s'accroître; mis à part l'extrême nord-ouest, elle a partout des taux élevés et presque toutes les taches bleues ont disparu;

b) la Corse a presque annulé le dépeuplement de l'intérieur; il restera à vérifier si c'est seulement parce que le recensement de 1999 y a été mené autrement que celui de 1992;

c) la croissance « parisienne » s'est largement étendue en direction de l'Atlantique; le changement de la Sarthe surtout, et aussi de la Mayenne et du Loir-et-Cher, est spectaculaire; la croissance est sensible presque partout, les anciennes périphéries départementales en dépeuplement se sont presque effacées; on voit à présent un ensemble quasi continu de croissance qui va de l'Oise et de la Seine-et-Marne à Angers et Laval, relayé juste à l'ouest par les puissantes aires de croissance de Rennes et de Nantes; le mouvement tient en grande partie au maintien de taux de natalité assez élevés dans ces régions;

d) par contraste, les périphéries septentrionale et surtout orientale du Bassin parisien semblent s'affaiblir, même si les situations locales y sont très mouvantes.

6. Des situations de crise nouvelles se lisent, en particulier aux extrêmes confins du Bassin dit parisien. Elles s'observent mieux sur la figure 3 et sont détaillées dans l'analyse par région. Nous avons établi (4) une carte détaillée des changements dans les changements, c'est-à-dire une comparaison systématique des variations au cours des deux dernières périodes intercensitaires (fig. 3). Elle permet d'aller un peu plus loin dans l'analyse, à la réserve près que les différences de variations peuvent, évidemment, être très faibles et n'ont d'intérêt que prises avec du recul et dans leur globalité (5). On peut y faire, dans l'ensemble, les observations suivantes :

• le nombre de communes en croissance continue (sur les deux périodes) est très supérieur à celui des communes en déclin continu : 15 652 contre 7 427; 13 991 (54 %) contre 3 636 (14 %) pour les seules variations significatives (5);

• la catégorie « croissance ralentie » domine, ce qui confirme l'observation n° 2;

• la distribution spatiale de la catégorie « croissance accélérée » (couleur rouge) donne l'impression d'être aléatoire;

• la catégorie « dépopulation accélérée » (bleu foncé) se limite presque au centre du pays et aux confins orientaux du Bassin parisien;

• la couleur verte (retournement positif) est très présente dans tout un ensemble qui va de Rouen à Nantes, Tours et Auxerre, soudant les communes à variation continûment positive de la région parisienne et de l'Ouest intérieur; on l'observe assez nettement aussi dans le grand Sud-Ouest, et dans le Sud du Massif central; elle apparaît localement au sein même des régions en dépeuplement continu, jusqu'en Bretagne centrale et en Corse intérieure;

• plusieurs *poches noires* (retournement négatif) signalent au contraire des situations locales de crise, ou au moins de difficulté; c'est particulièrement le cas : du Choletais (avec le NO des Deux-Sèvres); de l'ensemble berrichon et bourbonnais (Brenne, Bourges-Vierzon-Salbris, Nevers, Moulins et Montluçon); du groupe Perthois-Barrois aux confins de la Marne, de la Meuse et de la Haute-Marne; quelques communes montagnardes apparaissent aussi.

• *il reste quelques assez nettes structurations auréolaires*, conformes à une logique simple d'étalement urbain (modèle de la fig. 3); elles se traduisent par : a) reprise de population au centre; b) croissance ralentie autour; c) croissance accélérée plus loin; d) retournement positif alentour; e) déclin ralenti puis déclin accru en périphérie; mais elles ne se lisent guère qu'autour de villes moyennes et assez espacées du Centre-Ouest : Poitiers très nettement, Limoges, Clermont-Ferrand et Rodez assez bien, Angers et Tours moins complètement.

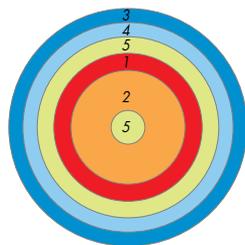
(1) Nous avons pris les mêmes coupures de classes que pour la période précédente; comme celle-ci portait sur huit ans au lieu de neuf, l'impression d'atténuation en est confortée.

(2) Documentation et cartes dans *Atlas de France*, vol. 2 *Population*, Paris : Reclus-La Documentation française, 1995; *Mappemonde*, 1992, n° 2, p. 24-25. Pour les départements d'outre-mer, dont les recensements ont lieu à des dates variables, voir le volume 13 de l'*Atlas de France, Les Outre-Mers*.

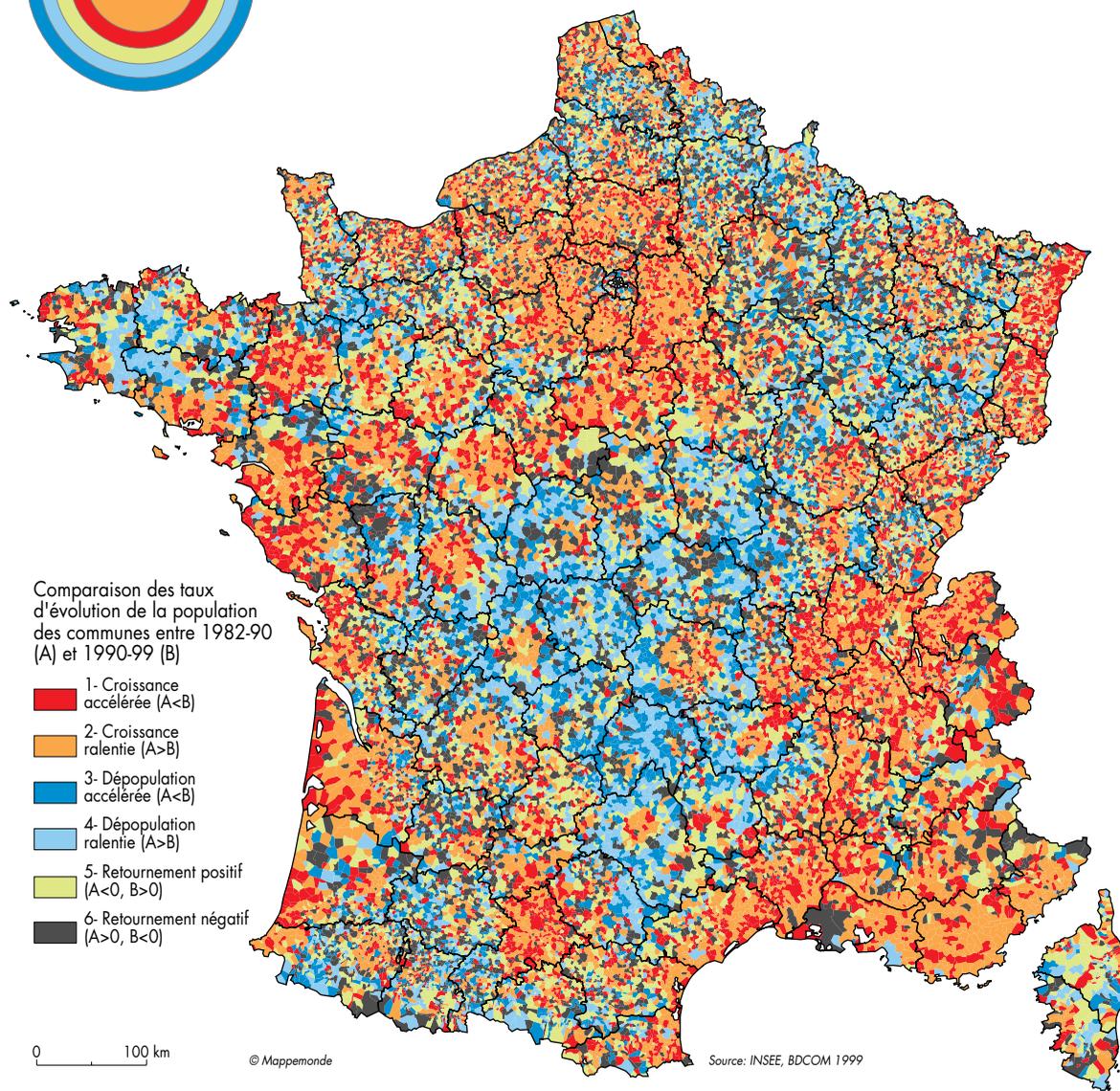
(3) Cf. l'*Atlas de France* et R. Brunet, *Territoires de France et d'Europe*, Paris : Belin, 1997.

(4) Avec la coopération de Guérino Sillère, que je tiens à remercier ici.

(5) Par exemple, la catégorie « retournement positif » compte 6 965 communes et la catégorie « retournement négatif » 6 535, ce qui a l'air de se compenser à peu près et de relever d'une sorte de simple « bruit » statistique. Si l'on élimine toutes les communes dont la



**Modèle de structuration de l'évolution démographique périurbaine.** Très bien et très généralement représenté en 1982-1990 (avec toutefois assez souvent une décroissance de la population dans la ville-centre), il se manifeste encore autour de villes du Centre-Ouest du pays, mais disparaît ailleurs.



### 3. Comparaison des variations intercommunales des populations communales

variation 1990-1999 a été inférieure à 20 personnes ou à 2 % de la population initiale, le nombre tombe à 5814 dans le premier cas, mais s'effondre à 2697 dans le second, qui semble donc comporter une bien plus grande part de hasard, et avoir moins de sens géographique. Et, ainsi, 75 % des communes à variation significative sont en croissance (cat. 1, 3 et 5).

Catégorie	brut	corrigé (1)	écart %
1	6197	6115	1,3
2	9455	7876	16,7
3	3422	2180	36,3
4	4005	1456	63,6
5	6965	5814	16,5
6	6535	2697	58,7
	36579	26138	28,5

(1) Après élimination des variations 1990-1999 inférieures à 20 personnes et à 2 %.

**Nombre de communes des catégories de la figure 3**

## Brève analyse par région

**Alsace.** Croissance partout (sauf dans l'appendice NO de la Petite Pierre), et souvent accélérée; disparition de la plupart des petites taches de dépopulation de la période précédente, notamment autour de Sélestat; relativement peu de communes en croissance ralentie.

**Aquitaine.** Nette croissance du littoral, confirmant la coupure O-E de la Gironde; confirmation de la bipolarisation des Pyrénées-Atlantiques; extrême subtilité des situations locales dans toute l'Aquitaine intérieure, avec affaiblissement de la structuration urbaine en Dordogne, difficultés au N de la Dordogne et dans une grande partie du Lot-et-Garonne, surtout au NO.

**Auvergne.** Une nette atténuation des contrastes précédents: quasi-disparition des pôles de croissance dans l'Allier et le Cantal; situation de crise autour de Moulins et Montluçon; en revanche, croissance et retournements positifs en Velay: la moitié orientale de la Haute-Loire est soudée à la Loire et au Lyonnais; assez nette structuration auréolaire autour de Clermont-Ferrand.

**Bourgogne.** Situations assez contrastées: l'Yonne a des variations qui l'intègrent mieux à la région parisienne, avec de larges retournements positifs en Puisaye et même à l'E d'Auxerre; la Nièvre au contraire est en négatif, les environs de Nevers s'effacent presque; la dépression se creuse autour de Digoin-Decize, mais s'atténue dans le Morvan; le NO de la Côte-d'Or se dépeuple, les aires de Châtillon et Montbard s'évanouissent; la plaine de la Saône continue à croître, mais au ralenti.

**Bretagne.** Les différences s'atténuent, la croissance étant nettement ralentie autour de Lorient et de Saint-Brieuc alors que des retournements positifs se manifestent assez nombreux en Bretagne intérieure. Toutefois la situation reste difficile, et même aggravée, autour de Loudéac. Croissance soutenue et élargissement du bassin de Rennes, dont la dimension métropolitaine entraîne tout son département, sauf au NE dans le pays de Fougères, en crise.

**Centre.** Dans les quatre départements du Nord, la croissance se poursuit en se diluant: les aires périurbaines sont moins nettes; dans les deux du Sud, elle se concentrerait plutôt, les retraits apparaissant nombreux dans le Berry, même là où il y avait croissance auparavant.

**Champagne-Ardenne.** Distribution assez pointilliste sur la carte 3, mais dans une tonalité d'ensemble en retrait; les anciennes croissances de l'axe Reims-Châlons et du pays troyen se sont beaucoup ralenties, parfois retournées; situation de retournement négatif fréquente en Perthois et autour de Saint-Dizier; les gros villages du vignoble délestent; en revanche, les confins parisiens (Brie, Nogentais, voire pays d'Othe) gagnent un peu; Ardennes et Haute-Marne conservent leur allure générale.

**Corse.** Croissance presque partout, avec beaucoup de retournements positifs en montagne; situation inverse à Sartène et dépeuplement persistant autour de Porto (O) et de Ghisonaccia (E).

**Franche-Comté.** Très peu de changements, mêmes configurations positives ou négatives, si ce n'est dans l'affirmation d'une

aire d'attraction bisontine qui déborde dans le Sud de la Haute-Saône, au détriment d'un Vesoul dont l'aire s'efface un peu.

**Île-de-France.** Un creux autour de Paris, signe de la concurrence victorieuse des activités sur l'habitat; des croissances accélérées dans la couronne qui passe par les préfectures et villes naguère nouvelles. La croissance partout ailleurs, un peu ralentie (sauf autour de Fontainebleau où elle s'affirme) mais débordant largement dans l'Eure et l'Oise, et même la Marne, l'Aube et l'Yonne. Par rapport à la carte de 1982-1990, c'est un peu plus pâle dans la stricte région, nettement élargi alentour.

**Languedoc-Roussillon.** Croissance généralisée, quoique souvent un peu ralentie; retournement positif dans les « hauts cantons » (Aude, NO de l'Hérault, Lozère surtout); opposition toujours sensible entre les fortes croissances à l'est de la vallée de l'Hérault (Montpelliérais et Nîmois) et les stagnations relatives en Biterrois et Aude.

**Limousin.** L'image est sans changement notable: dépopulation encore assez générale, à l'exception des environs de Brive et de Limoges, où se lit assez bien la structuration périurbaine; quelques signes locaux d'amélioration sont dispersés.

**Lorraine.** Une carte plutôt pointilliste dans l'ensemble; retournement positif dans le bassin de Longwy, dans d'assez nombreuses communes de Moselle et, plus généralement, dans la Lorraine rurale; situations localement très variables dans la Meuse, où toutefois le Barrois paraît en crise; croissance toujours autour de Metz et Nancy, mais ralentie; le pourtour du département des Vosges continue à se dépeupler sensiblement.

**Midi-Pyrénées.** Puissance de la croissance autour de Toulouse, maintenant réunie à Montauban et Albi, et entraînant l'Est du Gers et la plaine ariégeoise; excellente position du Lot, en croissance généralisée (sauf l'extrême NE); situations contrastées du Gers, des Hautes-Pyrénées et du Comminges, en pays de très petites communes il est vrai, avec des progrès sensibles en vallée d'Aure. Le « rural profond » de l'Aveyron et de l'E du Tarn continue à se dépeupler, tandis que Rodez s'affirme et que le SE millavois se met à progresser.

**Nord-Pas-de-Calais.** L'image générale change peu, mais s'atténue. L'aire de croissance d'Arras en vient même à s'effacer, comme celle de Béthune; celle de Lille est très atténuée, sauf au SE. Ni croissances spectaculaires ni déclin sensibles, en présence d'une bonne natalité; et même un retournement positif à Aulnoye: l'ère des crises et des reconversions semble achevée.

**Normandie (Basse-).** Une atténuation générale des contrastes sous-régionaux, sauf dans le déclin continu, voire accéléré, autour de Mortain. La croissance s'est considérablement ralentie, et même localement renversée, dans le Cotentin septentrional et autour d'Argentan; elle reste soutenue dans l'E du Calvados, et se manifeste plus fermement ou même très nouvellement dans l'E de l'Orne.

**Normandie (Haute-).** Croissance dominante, mais ralentie sauf aux bordures des aires périurbaines de Rouen et Le Havre; persis-

tance de la dépopulation au NE de la Seine-Maritime ; à l'inverse, le SO de l'Eure se retourne vers la croissance. La forte progression 1982-1990 à l'E de l'Eure s'est nettement réduite, mais le bilan reste positif : le débordement de l'Île-de-France se confirme, mais un ton au-dessous ; il est vrai que les taux portent sur des populations déjà nettement accrues au cours des décennies précédentes.

**Pays de la Loire.** La solidité et l'expansion du pôle nantais se confirment, ce qui se remarque d'autant mieux qu'Angers est un ton au-dessous, que le bassin de Châteaubriant s'enfoncé et que celui de Cholet change de couleur, dans le mauvais sens ; la Vendée varie peu, confirmant une croissance assez générale et son gradient du littoral vers l'intérieur ; très sensible expansion dans la Mayenne (sauf le NO) et surtout la Sarthe, où les campagnes se sont découvert des croissances nouvelles, qui en font des espaces de diffusion de la région-capitale.

**Picardie.** Atténuation générale des rythmes, au point que l'aire de croissance périurbaine d'Amiens s'est presque effacée ; encore des pertes sensibles dans la moitié septentrionale de l'Aisne ; fait nouveau, retournement négatif et crise apparente

autour de Creil dans l'Oise ; situations médiocres dans le Vimeu. **Poitou-Charentes.** Poitiers continue à s'affirmer comme métropole et diffuse dans presque tout son département ; un second foyer se consolide sur le littoral ; en revanche, Angoulême s'efface et Niort faiblit un peu, tandis qu'une crise se manifeste au NO, aux abords du Choletais ; les périphéries départementales poursuivent leur dépeuplement.

**Provence-Alpes-Côte d'Azur.** Croissance générale, mais généralement ralentie ; situation contrastée des Alpes du Sud, où les populations se redistribuent : beaucoup de retournements positifs ou négatifs ; Marseille et Arles tranchent sur leur environnement. En pays niçois, les fortes croissances ont glissé du littoral vers l'intérieur mais la montagne a des taches noires.

**Rhône-Alpes.** Croissance généralisée et assez souvent accélérée, sauf dans les foyers de dépeuplement traditionnels des monts du Forez et des monts du Vivarais ; la croissance s'est étendue au SE de la Drôme et au SE de l'Ain, naguère en dépeuplement. Quelques redistributions de situations en montagne. Aucune structuration apparente de la carte par les villes.

## Données de cadrage sur les aires urbaines, 1990-1999

On sait que l'Insee a délimité des « aires urbaines » (1), servant de base à des calculs. Il apparaît qu'elles assurent la plus grande partie de la croissance ; mais un peu moins qu'avant, et c'est uniquement par les excédents de naissances sur les décès, puisqu'elles se mettent à en perdre par migration ; au contraire, *les zones rurales ont des soldes naturels négatifs, mais se repeuplent par migration*, ce qui est tout à fait contraire à bien des idées traditionnelles.

Évidemment, ces conclusions dépendent en partie de la façon dont les aires urbaines ont été délimitées. Car ce qui précède peut signifier simplement qu'elles sont débordées par l'étalement des populations urbaines, et qu'elles ont été délimitées « trop court ». Voici quelques données et conclusions que l'on peut tirer de deux articles publiés dans les numéros 692 (Ph. Julien, janvier 2000) et 701 (P. Bessy-Pietri, mars 2000) du bulletin *Insee-Première*.

- La population officielle de la France métropolitaine en 1999 est de 58 518 748 habitants (total 60 186 184).

- Les 361 « aires urbaines » y entrent pour 73 % (42 792 703 hab.) et ont assuré 80 % de la croissance : +0,4 % par an en moyenne, contre +0,2 pour les zones rurales (13 627 821 hab.), dont on voit qu'elles sont néanmoins aussi en augmentation, et non en « désertification ».

- Rien n'étant jamais simple, il existe aussi une catégorie hybride de « communes multipolarisées » groupant 2 098 224 hab., à taux naturel et migratoire positifs (+0,29 et +0,49) et donc à forte croissance (+0,78).

- Le taux de croissance antérieur (1982-1990) était plus élevé dans les aires urbaines, moins élevé dans les zones rurales, autre témoignage de l'atténuation des différences.

- L'excédent des naissances explique à lui seul cette croissance des aires urbaines, puisque le solde naturel annuel y est de +0,52 et le solde migratoire négatif (-0,12) ; c'est l'inverse à la campagne : -0,13 (naturel) et +0,33 (migratoire). Or, en 1982-1990, le solde migratoire des aires urbaines était très légèrement positif (+0,03%).

- Les aires urbaines des grandes villes ont dans l'ensemble des taux de croissance plus élevés que ceux des villes moyennes.

- La moitié de l'accroissement total vient de huit d'entre elles : Paris, Toulouse, Lyon, Montpellier, Nantes, Rennes, Marseille-Aix, Bordeaux.

- L'aire de Paris a encore gagné des habitants (+0,29% par an) ; elle en a 10 561 573.

- Les croissances les plus élevées ont été, dans l'ordre, pour les aires de Montpellier (+1,86% par an, également première en 1982-1990), Toulouse (1,57), Rennes (1,32), Genève-Annemasse (1,26), Annecy (1,19), La Rochelle (1,16), Nantes (1,11), Poitiers (1,10).

- Des aires des régions industrielles reconverties subissent encore des pertes : c'est le cas de Valenciennes, Lens, Béthune et Douai ; Thionville ; Montbéliard ; Le Havre ; Saint-Étienne.

- Les champions méridionaux ralentissent cependant : les taux annuels d'accroissement ont un peu baissé ; en revanche, ont amélioré leurs taux de croissance les aires de Nantes, Rennes, Brest et Saint-Nazaire ; Strasbourg, Mulhouse et Besançon ; Grenoble ; Limoges et Poitiers ; ainsi que Marseille, qui était naguère à la traîne.

(1) Cf. R. Brunet, « La ZPIU est morte, vive le ZAU ». *Mappemonde*, 1997 n° 3.